

2 Politique

Vie des partis politiques/PDS

Me Séraphin Ndaot Rembogo fier d'avoir signé le pacte social

René AKONE DZOPE

Port-Gentil/Gabon

Face aux notables qui tenaient à connaître les bienfaits de la plate-forme, le président a fait l'éloge de nombreux acquis liés à sa signature, allant du programme Graine à la création des activités génératrices de revenus en passant par la Cnamgs, l'augmentation des salaires, la mensualisation de la pension retraite, etc.

LE président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), Me Séraphin Ndaot Rembogo a réuni récemment, au siège de sa formation politique, la notabilité de la ville située à l'embouchure de l'Ogooué et centre d'exploitation pétrolière. Il était entouré à cette occasion du premier secrétaire exécutif, Serge Nzoghe Nze et du secrétaire général, Louis Igongui. Le président du Conseil national de la démocratie (CND) a présenté à ses invités l'institution dont il a la charge depuis plus un an, avant de jeter un regard froid sur la situation politique du moment dans notre pays.

Le CND, a indiqué Me Ndaot Rembogo, est un organe de médiation et de dialogue entre acteurs politiques et partis politiques. Chargé également de réguler la démocratie gabonaise, le CND a pour

membres de droit : les dirigeants des partis politiques reconnus, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat, les anciens Premiers ministres, les anciens présidents de l'Assemblée nationale, les anciens présidents du Sénat et bien-sûr les anciens présidents de la République. Il compte un vice-président issu du parti au pouvoir et un questeur membre de l'opposition.

Le CND, poursuivra l'orateur, n'a pas une couleur politique (il n'appartient ni à la majorité ni à l'opposition) mais est une sorte de corps-de-garde, une agora où s'expriment des vues les plus diverses et la confrontation intellectuelle génératrice de progrès pour l'ensemble du pays.

Pour mémoire, le PDS, lors de son septième conseil exécutif organisé à Port-Gentil du 28 au 30 janvier 2016, avait appuyé l'idée de la tenue d'un dialogue national sous les auspices du CND, «nécessaire à la paix et à la cohésion sociale».

L'opposant est revenu sur le climat politique du moment, rendu quelque peu orageux par les sorties de certains leaders. Ce dont, a-t-il dit, les Gabonais n'ont nullement besoin. «Nous devons reléguer nos ego à l'arrière plan pour penser Gabon d'abord», a-t-il déclaré, estimant que les Gabo-



Photo : DR

Le président du PDS, Me Séraphin Ndaot Rembogo, lors d'une précédente sortie.

nais aspirent à une vie décente, au développement de leur pays.

Raison pour laquelle, le PDS, selon son premier responsable, ne focalise pas son attention sur la personne du chef de l'Etat, mais plutôt sur son programme de gouvernement. Répétant à souhait que son entité politique salue toutes les initiatives prises par le gouvernement tant dans l'amélioration des conditions de vie des Gabonais que dans la protection de nos frontières territoriales. En même temps, elle rejette les moins bonnes qui vont à contre courant de leur philosophie, la solidarité sociale, en proposant des pistes de solutions.

L'ancien bâtonnier a in-

tervenu les notables à contribuer au maintien de la paix dans le pays, en sensibilisant leurs enfants prompts à descendre dans la rue pour détruire des biens patiemment construits pendant de longues années au moindre appel, et à interpeller les leaders d'opinion qui défilent bientôt chez eux, dans le cadre de la prochaine campagne électorale. Ajoutant que «La politique est un débat d'idées et non une confrontation, encore moins une tribune des invectives, de la calomnie, des injures. Personne n'a le monopole de la vérité».

ACTES BENEFIQUES •

Au cours de ce rendez-vous interactif, un notable du quatrième

arrondissement a voulu savoir ce que le pacte social a apporté au pays. Là-dessus, le président de séance a été on ne peut plus clair. Il a cité son propre parti qui selon lui, est au-dessus du lot en matière des actes de portée sociale. «Il n'y a pas au Gabon un parti qui s'est investi dans le social plus que le PDS». Sa formation politique, a-t-il soutenu, s'investit depuis des années sur le territoire national dans les secteurs sensibles de l'éducation et de la santé par la construction et réhabilitation des écoles et dispensaires, avec des dotations en équipements. En même temps qu'il finance les micro-projets. «Nous sommes un parti social. Nous luttons contre la pauvreté et la précarité», a poursuivi l'intervenant qui s'est dit fier d'avoir signé, après consultation de la base, le pacte social proposé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba.

«En 2009, je ne l'ai pas élu. Je n'ai pas accepté par rapport à mon opposition à un homme mais à mon opposition à un programme. Ce que je veux, c'est le développement de mon pays et le bien-être de ses populations», a confié en substance le président du PDS pour qui le pacte social a contribué de beaucoup à ce bien-être tant recherché, à travers la Cnamgs, le programme Graine, la

Communication de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap)

Dans le cadre de l'organisation de l'élection présidentielle de l'année 2016, la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), réunie en Assemblée plénière ce lundi 06 juin 2016, a fixé comme suit le calendrier électoral :

Date limite pour le dépôt des déclarations de candidature auprès de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) : Le mardi 12 juillet 2016 à 18 heures.

Ouverture de la campagne Electorale : le samedi 13 août 2016 à 0 heure.

Clôture de la campagne Electorale : le vendredi 26 août 2016 à 24 heures.

Convocation du collège électoral : le samedi 27 août 2016

Fait à Libreville, le 06 juin 2016

Le Président René ABOGHE ELLA.

création des activités génératrices de revenus (AGR), la mise en place du Fonds national d'aide sociale (Fnas), l'augmentation du point indiciaire et des allocations familiales, la mensualisation de la pension retraite, etc.

Il y a certes des problèmes liés à la conjoncture économique mondiale, mais, a reconnu Me Séraphin Ndaot Rembogo, il y a des actes bénéfiques qui sont posés.

Miroir du Gouvernement

Les tousotements de Graine

C'EST vrai, il n'y a pas encore péril en la demeure. Mais des signes d'un essoufflement du projet Graine dans certaines localités sont perceptibles. C'est du moins le constat fait par notre reporter, qui était, la semaine dernière, dans les provinces de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué. Les choses, paraît-il, ne vont pas dans le sens voulu par les pouvoirs publics. Cas symptomatique de cette alerte, Koula-Moutou.

Là, ce sont carrément les retards à l'allumage qui ont été pointés du doigt. A ce qui semble, Graine n'a pas encore démarré dans le chef-lieu du département de Lolo-Bouenguï. Depuis son lancement, le 5 décembre 2015, par le chef de l'Etat, Ali Bongo, la mayonnaise n'aurait toujours pas pris. La faute, selon le responsable local

du projet porteur, aux sous-traitants commis aux travaux de terrassement et d'aménagement des sites devant abriter les plantations. Si des responsables de coopératives sont également fautifs, il faut relever que les conducteurs et autres experts donnent l'impression d'être allés vite en besogne.

N'ayant pas pris en compte des facteurs, autant endogènes qu'exogènes, les pouvoirs publics, à travers leurs différents relais, se sont fourvoyés dans le traitement du dossier Graine à Koula-Moutou. Le relief très accidenté, qui ne favorise pas la sélection des sites, est en cause. Comme pour se tirer une balle dans le pied, les mêmes considèrent, aujourd'hui, qu'il est quasiment impossible de trouver des surfaces de 30 hectares (ha) répondant aux critères de

sélection desdits emplacements. Comprenez qui pourra que les difficultés ne sont que la résultante d'une situation mal maîtrisée, pour ne pas dire, mal conçue.

Autre écueil, et non des moindres, la praticabilité de la route. L'accès difficile dans les localités empêche les bonnes âmes d'exercer toutes formes d'activités. C'est donc la croix et la bannière pour rallier Pana, Popa et Iboundji à partir de Koula-Moutou. En attendant de voir clair, la montagne des obstacles reste insurmontable.

C'est vrai, les gestionnaires de Graine ont pris la ferme décision de déployer des efforts pour se sortir du guépier. La volonté ainsi affichée devra circonscrire les problèmes au seul périmètre de la capitale de l'Ogooué-Lolo. Car, si Graine est

plutôt un succès dans les autres localités de cette province, et sur l'ensemble du territoire national, il est important de ne pas créer des effets multiplicateurs d'une situation qui pourrait gagner du terrain. Le retard à l'allumage dont le département de la Lolo-Bouenguï est victime, devra servir d'exemple pour aller de l'avant.

Faut-il encore rappeler que beaucoup d'espoirs sont placés sur ce projet qui devra permettre aux populations rurales de faire face aux difficultés de la vie quotidienne ? Le tout en participant activement au développement de l'agriculture au Gabon. Au gouvernement, par le biais du ministre en charge du porte-feuille, Mathieu Mboumba-Nziengui, de veiller au bon suivi d'un pan important de la politique de

lutte contre la pauvreté. Le tour du propriétaire initié par la coordination du projet Graine devrait lui servir d'aiguillon afin d'anticiper d'éventuels problèmes. Ce d'autant plus que les missions de ce département ministériel lui ont été expliquées avant sa nomination. Toute chose devant lui faciliter la gestion d'une politique agricole dont l'un des objectifs est de parvenir à nourrir les populations par les produits issus de la terre. C'est parce qu'il le sait qu'il devrait s'entourer de tous les agrégats pour réussir ce challenge. Tout faire pour éviter une généralisation des tousotements qui ne concernent, pour l'instant, qu'une infime partie du territoire concerné par le programme Graine.